

ILS NE MANQUENT PAS DE SOUFFLE !

Le premier secrétaire du parti socialiste vient de déclarer à propos des universités d'été qui devaient se tenir à Nantes : « On veut interdire nos meetings ! ».

Nous pensons qu'il est nécessaire de rétablir les choses sur les dernières périodes que nous venons de vivre et que nous vivons encore.

Tout d'abord, il est clair que ce gouvernement a voulu interdire les dernières manifestations du mouvement syndical, étudiant et lycéen, tout d'abord le 23 juin où la manifestation était même interdite par le préfet de police sur ordre du premier ministre. C'est la ténacité mise par FO, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNEF, FIDL et UNL qui a permis d'obtenir une manifestation limitée mais une manifestation tout de même. Cela étant dit, le « filtrage » était tellement important que bon nombre de manifestant ne pouvaient entrer sur la Place de la Bastille.

Le 5 juillet, le dispositif policier était tel que camions des syndicats et manifestants « n'étaient pas autorisés à entrer sur la Place d'Italie ».

Qui interdit ?

Ce même 5 juillet, alors que les salariés étaient dans la rue, c'était au tour du premier ministre de « dégainer » une nouvelle fois le 49.3.

Pas de débat, pas d'ouverture, pas de dialogue social comme ils disent régulièrement. A chaque fois, ils passent une étape supplémentaire puisqu'ils « s'assoient » sur ce que les salariés portent en revendications et sur la représentation nationale.

Qui interdit ?

Ce gouvernement interdit depuis plusieurs années, il ne peut empêcher cependant que la classe ouvrière s'exprime, fasse grève et manifeste. Elle manifeste depuis 4 mois encore, il y a quelques jours, au gymnase Japy pour dire qu'elle ne cèdera pas : 49.3 ou pas – Loi non votée ou pas ! Nous avons d'autres exemples qui permettent de constater qu'en bout de course, une loi peut ne pas être appliquée. Les mois qui viennent ne nous conduirons pas à baisser les bras. Nous allons poursuivre la mobilisation. Septembre arrivera et constaterons que l'action est toujours là.

Peut-être peut-on proposer à ceux qui veulent organiser leurs universités d'été de le faire entre Bastille et Bastille ! Le premier ministre les y aidera.

Paris, le 11 juillet 2016